

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de la Justice

Arrêté du 10 MAI 2022 **fixant la composition des membres de la commission de sélection** **du recrutement sans concours d'adjoints techniques du ministère de la justice** **organisé au titre de l'année 2022**

La garde des Sceaux, ministre de la justice,

Vu le code général de la fonction publique ;

Vu le décret n° 2004-1105 du 19 octobre 2004 modifié relatif à l'ouverture des procédures de recrutement dans la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 2006-1761 du 23 décembre 2006 modifié relatif aux dispositions statutaires communes applicables aux corps des adjoints techniques des administrations de l'Etat ;

Vu le décret n° 2008-1483 du 22 décembre 2008 portant dispositions transitoires relatives à la création du corps des adjoints administratifs du ministère de la justice et du corps des adjoints techniques du ministère de la justice ;

Vu le décret n° 2016-580 du 11 mai 2016 modifié relatif à l'organisation des carrières de fonctionnaires de catégorie C de la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 2016-1084 du 3 août 2016 modifiant le décret susvisé relatif à l'organisation des carrières de fonctionnaires de catégorie C de la fonction publique de l'Etat et les décrets relatifs à l'organisation de leurs carrières ;

Vu l'arrêté du 31 décembre 2007 fixant la liste des spécialités communes à plusieurs corps d'adjoints techniques d'administration de l'Etat ;

Vu l'arrêté du 1^{er} mars 2022 autorisant au titre de l'année 2022 l'ouverture d'un recrutement sans concours d'adjoints techniques du ministère de la justice ;

Vu l'arrêté du 11 avril 2022 fixant le nombre de postes offerts au recrutement sans concours d'adjoints techniques du ministère de la justice au titre de l'année 2022,

ARRETE

Article 1

En application du décret n° 2016-580 du 11 mai 2016 susvisé, la commission de sélection du recrutement sans concours d'adjoints techniques du ministère de la justice organisé au titre de l'année 2022 est composée de la manière suivante :

Madame AMARA Soraya, directrice des services de greffe judiciaires, rédactrice qualifiée à la direction des services judiciaires, sous-direction des finances, de l'immobilier et de la performance, bureau du budget, de la comptabilité et des moyens ;

Monsieur AUDEBRAND Fabrice, attaché principal d'administration de l'Etat, chargé de formation numérique au secrétariat général, service des ressources humaines, sous-direction des parcours professionnels, bureau du recrutement et de la formation professionnelle ;

Madame BARRY Claire, éducatrice de second grade à la direction de la protection judiciaire de la jeunesse, direction territoriale du Vaucluse-Alpes, centre éducatif fermé de Montfavet ;

Madame BERAMANE Elham, attachée principale d'administration de l'Etat, experte budgétaire au secrétariat général, service du pilotage et du soutien de proximité, département du pilotage des emplois et des crédits du titre 2, bureau de la programmation et de la synthèse du titre 2 ;

Mme BLANC Gaëlle, directrice principale des services de greffe judiciaires, cheffe du pôle conduite du changement liée aux nouvelles technologies à la direction des services judiciaires, sous-direction de l'organisation judiciaire et de l'innovation, bureau de l'accompagnement de l'organisation des juridictions ;

Monsieur BOURSERAU Franck, adjoint technique principal de première classe, cuisinier à la direction de la protection judiciaire de la jeunesse, direction territoriale de Seine-et-Marne, service territorial éducatif de milieu ouvert et d'insertion, unité éducative d'activités de jour de Melun du Guesclin ;

Monsieur BRIVES Joël, adjoint technique principal de première classe, chargé de la maintenance des bâtiments à la direction de la protection judiciaire de la jeunesse, direction territoriale de l'Essonne, centre éducatif fermé de Savigny-sur-Orge ;

Monsieur CHAILLAN Serge, adjoint technique principal de première classe, adjoint technique polyvalent à la direction des services judiciaires, cour d'appel d'Aix-en-Provence, service administratif interrégional judiciaire ;

Monsieur DELELIS Christian, éducateur de premier grade à la direction de la protection judiciaire de la jeunesse, direction territoriale du Pas-de-Calais, service territorial éducatif d'insertion de l'Artois, unité éducative d'activités de jour d'Harnes ;

Madame DELMAS Aurélie, directrice des services de greffe judiciaires, cheffe du pôle administration des juridictions à la direction des services judiciaires, sous-direction de l'organisation judiciaire et de l'innovation, bureau de l'accompagnement de l'organisation des juridictions ;

Madame DRU Pascale, secrétaire administratif de troisième grade, responsable adjointe chargée de la gestion budgétaire à la direction des services judiciaires, cour d'appel de Montpellier, service administratif régional ;

Monsieur GALBOIS Stéphane, adjoint technique principal de deuxième classe, conducteur de véhicules à la direction des services judiciaires, cour d'appel de Poitiers, parquet général ;

Monsieur GILGER Yves, adjoint technique principal de deuxième classe, cuisinier à la direction de la protection judiciaire de la jeunesse, direction territoriale d'Alsace, unité éducative d'hébergement collectif de Strasbourg ;

Monsieur GUERMACHE Abdelaziz, adjoint technique principal de première classe, chargé de la maintenance des bâtiments à la direction de la protection judiciaire de la jeunesse, direction territoriale des Yvelines ;

Monsieur HALLA Yacine, contractuel de catégorie A, chargé de mission synthèse auprès de la cheffe de service au secrétariat général, service des ressources humaines ;

Monsieur KIEFER Philippe, contractuel de catégorie A, professeur technique en hébergement-restauration à la direction de la protection judiciaire de la jeunesse, direction territoriale de Seine-et-Marne, service territorial éducatif de milieu ouvert et d'insertion, unité éducative d'activités de jour de Melun du Guesclin ;

Madame LE GALL Chloé, directrice des services de greffe judiciaires, en charge des services civils et de l'informatique à la Cour d'appel de Nancy ;

Monsieur LOISEAU Emmanuel, contractuel de catégorie A, référent ministériel santé et sécurité au travail au secrétariat général, service des ressources humaines, sous-direction des statuts, du dialogue social et de la qualité de vie au travail, bureau de la santé et de la qualité de vie au travail ;

Madame LUCIATHE Patricia, directrice des services à la direction de la protection judiciaire de la jeunesse, direction territoriale des Yvelines, unité éducative d'hébergement collectif d'Aubergenville ;

Monsieur MENU Claude, adjoint technique principal de première classe, conducteur de véhicules à la direction des services judiciaires, cour d'appel de Pau ;

Madame OLLIER Dominique, greffière principale des services judiciaires à la direction des services judiciaires, cour d'appel de Pau ;

Monsieur PARSHAD Jean-Claude, directeur des services de greffe judiciaires, responsable de la gestion du patrimoine immobilier à la direction des services judiciaires, cour d'appel de Basse-Terre, service administratif régional ;

Madame PAUTHION Sandrine, adjointe technique principal de deuxième classe, adjointe technique polyvalent à la direction des services judiciaires, cour d'appel de Colmar, tribunal judiciaire de Strasbourg ;

Madame PEYRAS Déborah, directrice des services de greffe judiciaires placée à la direction des services judiciaires, cour d'appel de Paris, service administratif régional ;

Monsieur POIRETTE Franck, éducateur, chef de service éducatif à la direction de la protection judiciaire de la jeunesse, direction territoriale des Pyrénées-Orientales/Aude, unité éducative de milieu ouvert de Narbonne ;

Monsieur SOULIER Claude, directeur principal des services de greffe judiciaires à la direction des services judiciaires, cour d'appel de Limoges, tribunal judiciaire de Guéret ;

Monsieur VARIOT Romain, attaché d'administration de l'Etat, chef de la section programmation budgétaire et contrôle de gestion au secrétariat général, service de l'immobilier ministériel, bureau de la programmation et de l'exécution budgétaire et comptable ;

Monsieur VILFORT Régis, adjoint technique principal de première classe de l'administration pénitentiaire, correspondant local des systèmes d'information à la direction de l'administration pénitentiaire, direction interrégionale des services pénitentiaires de Marseille, centre pénitentiaire de Marseille.

Article 2

La commission de ce recrutement sans concours d'adjoints techniques du ministère de la justice est présidée par Madame LUCIATHE Patricia, directrice des services de la protection judiciaire de la jeunesse.

Article 3

Monsieur AUDEBRAND Fabrice, attaché principal d'administration de l'Etat, est désigné pour remplacer la présidente dans le cas où celle-ci se trouverait dans l'impossibilité de poursuivre sa mission.

Article 4

La secrétaire générale est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait le **10 MAI 2022**

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
Pour le ministre et par délégation :
Le sous-directeur des parcours professionnels,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'CDÉAL', written over a horizontal line.

Christophe DÉAL